

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENERGIE
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT
SERVICE DE L' HYDRAULIQUE URBAINE

**DECRET N°93.124 DU 21 DECEMBRE 1993 PORTANT DEFINITION DES CONDITIONS
D'EXPLOITATION ET DE GESTION DES EQUIPEMENTS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE**

- Art. 1^{er} Le présent décret a pour objet de préciser les conditions d'exploitation des équipements d'approvisionnement en eau potable, mis à la disposition des collectivités bénéficiaires et qui ne rentrent pas dans le champs d'intervention de la SONELEC.
- Art. 2- On entend par équipements d'approvisionnement en eau potable :
- les systèmes de pompage à motricité humaine,
 - les stations de pompage pastorales,
 - les stations de pompage villageoises,
 - les systèmes d'adduction d'eau.
- Art. 3- Le ministère chargé de l'hydraulique a notamment pour mission :
- d'établir les modèles de cahiers des charges auxquels les concessionnaires doivent se référer pour l'exploitation des équipements d'approvisionnement en eau potable qui leur sont confiés,
 - d'assurer le contrôle technique et financier de l'exploitation des équipements d'approvisionnement en eau potable,
 - de fixer le tarif de l'eau et de contrôler son application en concertation avec la tutelle administrative des collectivités locales,
 - de prendre toutes dispositions utiles en vue d'assurer le bon fonctionnement des équipements.
- Art. 4- La commune a notamment pour mission :
- de procéder à toute vérification utile pour s'assurer que les équipements en eau potable sont exploités conformément aux conditions prévues dans le cahier des charges,
 - de veiller à la qualité du service,
 - de rendre compte de ses observations à son ministre de tutelle administrative et au ministère chargé de l'hydraulique.
- Art. 5- Les équipements d'approvisionnement en eau potable mis à la disposition des collectivités bénéficiaires sont gérés par le concessionnaire. Le concessionnaire peut être selon les cas :
- un groupement d'éleveurs,
 - un groupement précoopératif ou coopératif,
 - un comité de gestion villageois,
 - une personne physique ou morale,
 - une régie.
- Art. 6- Le ministère chargé de l'hydraulique détermine en rapport avec la collectivité bénéficiaire le choix du concessionnaire. Il élabore les cahiers des charges qui fixent les conditions d'exploitation des équipements d'approvisionnement en eau potable.

Art. 7- Le concessionnaire est rémunéré pour ses services sur les recettes provenant de la vente de l'eau conformément aux dispositions des cahiers des charges.

Le prix de l'eau doit couvrir notamment les frais suivants :

- les frais de fonctionnement: carburant, entretien périodique, pièces d'usure,
- les frais de personnel : opérateur machiniste, fontainiers, gardiens, gestionnaires,...
- les frais de maintenance : réparations,
- les provisions de renouvellement des équipements accessoires du réseau,
- les provisions pour extension du réseau,
- les frais divers de gestion,
- la rémunération du concessionnaire,
- les taxes diverses : municipales,...

Art. 8- Les collectivités bénéficiaires peuvent être appelées à contribuer au coût de l'investissement initial.

An. 9- Hormis les tâches confiées au concessionnaire prévues par le présent décret, les autres travaux (renouvellement des gros équipements, extension du réseau, branchements particuliers) ne peuvent être réalisés sans l'autorisation préalable du ministère chargé de l'hydraulique.

Art. 10- L'eau distribuée doit satisfaire aux normes de potabilité en vigueur, notamment en ce qui concerne ses caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et bactériologiques.

Art. 11 En cas de faute particulièrement grave et notamment si la qualité de l'eau, l'hygiène ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou en cas d'interruption totale prolongée de distribution, le ministre chargé de l'hydraulique prendra toutes les mesures qui s'imposent vis-à-vis du concessionnaire fautif, conformément aux dispositions des cahiers des charges.

Art. 12- Pour couvrir les préjudices éventuels qui peuvent résulter des conditions d'exploitation des équipements, une caution de garantie est déposée par le concessionnaire à la caisse des dépôts et consignations au moment de la signature du contrat ; le montant de la caution est fixé dans le cahier des charges.

Art. 13- Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 14- Les ministres de l'Hydraulique et de l'Energie, de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.